



## DECISION N° D\_2024\_0046 AFF JUR

**Objet : Attribution de l'appel d'offres ouvert n° 2023\_030 : Acquisition et gestion de titres-restaurants dématérialisés pour les agents de la Ville, le C.C.A.S et la Caisse des Ecoles de Romainville**

**Le Maire de Romainville,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune,

**Vu** le Code de la commande publique,

**Vu** la délibération n°20\_07\_05 en date du Conseil municipal du 04 juillet 2020 qui autorise le Maire et ses adjoints à prendre toute décision concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics,

**Vu** la décision prise par la commission d'appel d'offre en date du 12 avril 2024,

**Considérant** les besoins de la Ville en matière de titres restaurants dématérialisés pour les agents de la Ville, du C.C.A.S et de la Caisse des Ecoles de Romainville

**Considérant** que la ville a adressé à la publication un avis d'appel public à la concurrence publié sur achat public le 24 janvier 2024, au BOAMP le 25 janvier 2024 (avis n° 24-8152) et au JOUE le 25 janvier 2024 (avis n° 51071-2024),

**Considérant** qu'à la suite de cette publication, la Ville a reçu 4 plis dématérialisés dans les délais,

**Considérant** qu'à l'issue de la commission d'appel d'offre du 12 avril 2024, il a été décidé d'attribuer le présent marché public à l'entreprise « EDENRED France SAS »,

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> : De conclure** le marché, avec la société **EDENRED FRANCE S.A.S**, siégeant 166/180 Boulevard Gabriel Péri- 92 245- MALAKOFF CEDEX et représenté par Monsieur Julien BLANCO, **sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 1 000 000 € H.T.**

**Article 2 :** L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification au Titulaire. Il pourra ensuite être reconduit par période d'une année dans la limite de trois (3) reconductions. La reconduction est tacite. La durée maximale de l'accord cadre est ainsi limitée à quatre (4) ans, périodes de reconduction comprises.

**Article 3 :** En application des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire (Mairie de Romainville – Place de la Laïcité – 93231 Romainville Cedex) ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL par voie postale (Tribunal administratif de Montreuil - 7, rue Catherine Puig – 93558 MONTREUIL Cedex) ou de façon dématérialisée par la voie de l'application « télerecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif de MONTREUIL dans un délai de deux mois par voie postale ou dématérialisée.

**Article 4 :** La présente décision sera transmise au contrôle de légalité sur le fondement de l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.

Romainville, Le

**François Dechy**  
Maire de Romainville

